

La Greffe de la démocratie : les paradoxes de la longue durée

Première Rencontre européenne d'analyse des sociétés politiques

Paris, le 1^{er} février 2008
9h – 19h

Université Paris-I
Salle 1
12, Place du Panthéon
75005 – Paris

Introduction

Jean-François Bayart
Directeur de recherche au CNRS (SciencesPo. - CERI)
Président du Fonds d'analyse des sociétés politiques

Comparer en France : petit essai d'autobiographie disciplinaire

Le comparatisme, la politique comparée sont à la croisée des chemins. D'une part, de nouvelles perspectives s'offrent à eux : de jeunes chercheurs, souvent mieux formés, notamment sur le plan linguistique, que leurs aînés, se vouent à cette approche, lui donnent un deuxième souffle et contribuent à sa légitimité scientifique au sein d'une communauté académique encore encline à privilégier les vieux questionnements nationaux ; ce qu'il est convenu de nommer la globalisation confère un regain d'intérêt pour les questions internationales et attise la curiosité du public ou des médias ; le cloisonnement disciplinaire et les sectarismes idéologiques sont en partie passés de mode. Mais, d'autre part, différents facteurs mettent en danger la rigueur ou la portée heuristique de l'exercice comparatif. On ne dira jamais assez que la « compression du temps et de l'espace » (David Harvey) qui

caractérise la globalisation frappe également la recherche : les impératifs de la compétition professionnelle, les difficultés de recrutement et de carrière, le mouvement vibrionnant de la coopération ou de la sociabilité scientifique internationale, les possibilités qu'ouvrent les technologies modernes de communication et de production de la connaissance sont parfois plus propices à l'agitation, à l'« expertise » et au « couper/coller », voire au pillage et au plagiat, qu'à la maturation de la pensée. Pis encore, la réduction de la dépense publique et la contractualisation croissante du financement de la recherche, depuis la transformation néolibérale du monde, dans les années 1980, se sont paradoxalement traduites par un recul de la productivité réelle de cette dernière, du fait de l'alourdissement des tâches d'enseignement, de gestion, d'évaluation et de *fund raising* qui sont désormais imposées aux chercheurs, au détriment du temps consacré aux séminaires, à l'archive, au terrain et à l'écriture. Ces changements sont susceptibles d'étouffer dans l'œuf l'éclosion de programmes jugés inintéressants du point de vue de la « demande sociale », ou de nuire à leur réalisation pluriannuelle : un Fernand Braudel, un Lucien Febvre, jeunes chercheurs, pourraient-ils aujourd'hui mener à bien leur œuvre de long cours ? Ce n'est pas être chagrin que d'en douter.

En outre, la conjonction de la contractualisation de la recherche et de son inféodation à la logique des médias favorise les thématiques de politique étrangère, de relations internationales, de « gouvernance globale », de « géopolitique » ou d'économie internationale aux dépens de la compréhension de l'historicité des sociétés politiques et de leur mise en regard comparative dont le *sex appeal* est moins évident pour les journalistes, les fonctionnaires ou les chefs d'entreprise. Effet collatéral de ces évolutions, les institutions scientifiques qui étaient les hauts lieux de ce type de travaux – en France, l'École des hautes études en sciences sociales et le CNRS, avec ses laboratoires associés à l'Université, dont, dans le domaine précis de la politique comparée, le Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques – sont confrontées à une remise en cause, sinon de leur existence, du moins de leur habitus, de leurs ressources et de leur mission au bénéfice de nouveaux organismes dont les premiers pas ne sont pas, sous réserve d'inventaire, à l'avantage de l'étude des sociétés politiques et de leur comparaison dans les termes des sciences sociales.

Il ne s'agit pas, dans cet article, de critiquer le nouveau cours, de crier au loup ou de se livrer à la déploration, mais de prendre acte de ces changements et d'en tirer les conséquences. Le métier de comparatiste est à réinventer par la profession. La création du Fonds d'analyse des sociétés politiques en 2003, le lancement, en 2007, du Réseau européen d'analyse des sociétés politiques et de sa revue électronique *Sociétés politiques comparées*, la constitution

d'un axe de sociologie historique comparée du politique à partir du CERI, et son programme d'économie morale et politique de la domination, en 2008, sont de modestes initiatives parmi d'autres allant dans ce sens. Mais l'on ne peut avancer que si l'on garde à l'esprit les acquis de la période écoulée et son apport spécifique à la compréhension de l'historicité du politique.

Le sujet étant en soi considérable, je me contenterai ici d'évoquer le seul cas français, et ce à partir de mon expérience personnelle, qui revêt évidemment une dimension institutionnelle et professionnelle ou, si l'on veut, corporative, ce qui ne signifie pas automatiquement « corporatiste ». Non que cette expérience soit exceptionnelle, tant s'en faut. C'est précisément son caractère ordinaire qui peut nous être ici utile. Par ailleurs, nul besoin d'invoquer en l'occurrence une « exception culturelle » française. Simplement le décalage institutionnel, politique et temporel du dispositif français offre un aperçu commode sur le paysage scientifique international auquel il est au demeurant intégré grâce au rôle clef qu'ont tenu des établissements comme l'École des hautes études en sciences sociales ou un laboratoire comme le CERI dans les échanges entre les chercheurs de l'Hexagone et leurs collègues étrangers. Ainsi, l'audience du marxisme ou de courants critiques des sciences sociales et de la philosophie, la vitalité de l'historiographie, le tarissement des financements transatlantiques de la recherche du fait du retrait de la France de l'OTAN et de l'orientation de sa politique étrangère, la réticence de sa société et de sa classe politique à l'encontre du néo-libéralisme, l'autonomie des grands organismes de recherche par rapport à l'Université ont conféré au comparatisme français une particularité qui n'autorise pas à parler d'« école française » en la matière, mais peut-être d'un *French Blend*.

Cela apparaît aujourd'hui assez clairement dans la manière dont sont abordés ou reçus deux grands débats internationaux qui intéressent directement la comparaison en sciences sociales : d'une part, celui qui a trait aux *postcolonial studies*, réfutées par nombre de chercheurs français qui leur reprochent d'occulter l'historicité des sociétés dès lors que celles-ci sont ramenées à la catégorie générique de la postcolonialité, i.e. à l'héritage d'une « situation coloniale » définie de façon essentialiste, voire ontologique¹ ; d'autre part, celui, à mon sens beaucoup plus fructueux, que nourrissent le dialogue entre les histoires « mondiale », « globale » et « connectée », et aussi leur conversation avec la *microstoria* italienne². Je ne reprendrai pas les termes de ces discussions, parallèles plutôt que croisées, puisqu'elles sont par définition évolutives et qu'elles ont récemment donné lieu à plusieurs

¹ Cf le débat assez viril in Marie-Claude Smouts, *La Situation postcoloniale*, Paris, Sciences Po les Presses, 2007.

² « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine [RHMC]*, 54-4bis, 2007.

publications. En revanche je les rattacherai à des moments de pensée qui les ont précédées de plusieurs décennies, qui les conditionnent éventuellement, et qui en tout cas méritent d'être repris comme repères heuristiques. Ensuite je rappellerai brièvement certaines des pratiques institutionnelles et professionnelles qui ont porté le comparatisme en France, avant de proposer quelques perspectives problématiques.

Rencontres

Si je m'en tiens à mon propre itinéraire, l'exercice de la comparaison politique est passé par différentes rencontres plus ou moins naturelles pour un politiste africaniste dans le Paris des années 1970 ou du début des années 1980 : Georges Balandier dont je n'ai pas suivi les enseignements mais dont l'œuvre dominait l'étude du sous-continent, lançait de multiples passerelles entre la sociologie ou l'anthropologie et la science politique, avait introduit en France les grands maîtres de l'anthropologie anglaise et se voyait prolongée de manière créative par l'anthropologie marxiste sous la plume de Claude Meillassoux, Emmanuel Terray, Georges Dupré, Jean Copans, Pierre Bonnafé, Pierre-Philippe Rey, Peter Geschiere et d'autres encore ; Guy Hermet qui, de concert avec Alain Rouquié, était en passe de faire du CERI la principale plateforme de la politique comparée en France, au fil d'une série de colloques internationaux et de publications collectives, et qui prit l'initiative de rebaptiser ce Centre d'études *des relations* internationales en Centre d'études *et de recherches* internationales pour bien signifier que l'analyse des sociétés politiques ne pouvait se réduire à celle du système international et pour mettre en exergue la priorité qu'il entendait accorder à la recherche fondamentale par rapport à ce que l'on n'appelait pas encore l'« expertise » ; Jean Leca et Jean-Claude Vatin dont le diptyque sur *L'Algérie politique*, aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, fournissait un modèle de savoir-faire et dont les différentes interventions ou publications contribuaient à structurer la réflexion bien au-delà des seules recherches sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ; Christian Coulon avec qui je lancerai *Politique africaine* en mai-juin 1980. Puis, un peu plus tard, Jean Coussy qui saura réussir la greffe, longtemps différée, de l'économie politique au CERI, qui y fondera un courant intellectuel encore vivant, notamment dans les écrits de Béatrice Hibou, et qui me permettra d'« entendre » ce que diront dans les années 1980-1990 des économistes comme Gilles Duruflé, Olivier Vallée, Christian Chavagneux ; Jean-Pierre Warnier, rencontré à Yaoundé au milieu des années 1980 et avec lequel je poursuivrai un long dialogue sur la culture matérielle et les techniques du corps. Et ceci pour m'en tenir à l'Hexagone. Car, bien sûr, il me faudrait

ajouter à cette liste tous les collègues étrangers avec qui j'ai entamé un commerce, lequel n'a cessé depuis : par exemple Peter Geschiere, Fred Cooper, Mamadou Diouf, Serif Mardin, John Dunn, Achille Mbembe, Donal Cruise O'Brien, John Lonsdale, Bruce Berman, Jane Guyer, d'autres encore.

Néanmoins, dans le Paris de cette époque, l'exercice de la politique comparée pouvait également reposer sur la redécouverte de l'œuvre de Gramsci - dans le contexte il est vrai ambigu et politiquement orienté du moment de l'« eurocommunisme » et de la « critique antitotalitaire » - et sur la lecture ou la fréquentation des monstres sacrés des sciences sociales ou de la philosophie qui y enseignaient et étaient au faîte de leur créativité : en ce qui me concerne, Deleuze et Guattari, Foucault (plutôt que Bourdieu), Certeau (qui fréquentait assidûment et généreusement le Groupe d'analyse des modes populaires d'action politique que j'avais fondé en 1980 au CERI, en collaboration avec Christian Coulon et d'autres collègues de Bordeaux et de Pau), Paul Veyne (dont *Le Pain et le cirque* posait les fondements d'une comparaison soucieuse d'historicité, par opposition au comparatisme lisse et ahistorique du développementalisme nord-américain ou de l'école de la dépendance latino-américaine, lesquels tenaient le haut du pavé d'un trottoir à l'autre de l'Université et de la Recherche). A mes yeux, il faudra attendre la seconde moitié des années 1990, avec les nouvelles traductions de Max Weber par Jean-Paul Grossein, notamment, pour que souffle sur la France un vent aussi fécond du point de vue de la théorie et des concepts de l'analyse comparative.

Puisque j'ai eu l'occasion, dans d'autres publications, de longuement m'expliquer sur mon usage de Foucault, de Deleuze et de Certeau, et sur les concepts de subjectivation, d'Etat-rhizome, d'énonciation du politique ou de modes populaires d'action politique que j'en ai tirés, je voudrais ici insister plutôt sur l'apport de Paul Veyne³. Une idée récurrente parcourt son œuvre : l'histoire doit utiliser les sciences humaines, et les enrichir. C'est en tant que bénéficiaire de cette fructification que je me situe. Pour les besoins de l'exposition, trois moments peuvent être distingués dans le propos de Paul Veyne.

Tout d'abord, celui-ci plaide en faveur d'une « histoire sociologique » : « (...) l'histoire existe, ou du moins l'histoire sociologique, celle qui ne se borne pas à raconter, ni même à comprendre, mais qui structure sa matière en recourant à la conceptualisation des

³ Voir par exemple *Le Pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Editions du Seuil, 1976 (*infra* PC) ; *Comment on écrit l'histoire*, suivi de *Foucault révolutionne l'histoire*, Paris, Editions du Seuil, 1979 (collection Points-Histoire) (*infra* respectivement CH et FRH) ; *L'Inventaire des différences*, Paris, Editions du Seuil, 1976 (ID) ; *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, Paris, Editions du Seuil, 1983 ; *La Société romaine*, Paris, Editions du Seuil, 1991 ; *L'Empire gréco-romain*, Paris, Editions du Seuil, 2005 (EGR) ; *Quand notre monde est devenu chrétien (312-394)*, Paris, Albin Michel, 2007 (QMDC).

sciences humaines, appelées aussi sciences morales et politiques (...) Comme mainte autre science, l'histoire informe ses matériaux en recourant à une autre science, la sociologie (...) l'histoire n'existe que par rapport aux questions que nous lui posons. Matériellement, l'histoire s'écrit avec des faits ; formellement, avec une problématique et des concepts » (ID, 7-9). Elle procède par « détermination d'invariants, au-delà des modifications » : « L'invariant est au centre même de la pratique historique, puisque l'histoire explique et qu'elle explique sociologiquement, scientifiquement ; or qu'est-ce qu'une science, sinon la détermination d'invariants qui permettent de retrouver la diversité des phénomènes ? » (ID, 10-11 et 19). Dans cet esprit « (...) l'exigence d'invariants est tout simplement l'exigence d'une théorie qui fournisse à l'histoire ses concepts et ses instruments d'explication (...) 'Invariants' veut donc dire 'histoire écrite à la lumière des sciences de l'homme' car une pareille histoire utilisera évidemment ces sciences, quand elles existent, ou contribuera à les faire exister. (...) Même quand ils ne le savent pas, les historiens font de l'invariant, comme ils font de la prose ». (ID, 22-24). Face à un tableau, par exemple, les concepts « nous permettent d'avoir plus d'idées sur ce tableau, d'être plus conscients de son originalité et, littéralement, de mieux le voir » (ID, 34). De ce point de vue, « on a tort d'opposer l'appréhension des individualités, dans toute leur richesse, à la conceptualisation qui serait un bavardage trop général ; tout au contraire, chaque concept affine et enrichit notre perception du monde ; sans concepts, on ne voit rien ; sans concepts on fait de l'histoire narrative, qui n'est pas tout à fait la même chose que l'histoire événementielle : car on peut fort bien conceptualiser des événements » (ID, 34) (et réciproquement, nous dira Deleuze, le concept c'est l'événement, par opposition à l'essence).

L'on voit donc que les invariants n'arassent pas le relief de l'historicité des sociétés qu'ils considèrent, i.e. celui de la différence ou de l'altérité. L'invariant est bien plutôt un « opérateur d'individualisation » (ID, 35). Paul Veyne écrit ailleurs : « L'histoire est description de l'individuel à travers des universaux, ce qui, en droit, ne soulève aucune difficulté (...) Mais le danger le plus sournois est celui des mots qui suscitent dans notre esprit de fausses essences et qui peuplent l'histoire d'universaux qui n'existent pas » (CH, 87 et suiv.) En bref, il défend une « conception conceptualisante et individualisante de l'histoire » (ID, 47) : « L'histoire peut être définie comme l'inventaire explicatif, non pas des hommes ni des sociétés, mais de ce qu'il y a de social en l'homme, ou plus précisément des différences que présente cet aspect social (...) l'histoire, inventaire explicatif des différences sociales, est par-là même la science des différences sociales (...) l'individuel et le général n'existent pas

objectivement, (...) il n'y a pas d'individus absolument, mais seulement des individués, relativement au niveau adopté » (ID, 52, 58, 60).

Deuxième moment de la démonstration de Paul Veyne : cette « histoire sociologique » est aussi « histoire comparée », qu'il assume en historien de l'exotique, d'une « antique civilisation (...) abolie » dont les objets « sont aussi surprenants que des aérolithes » (ID, 13). Il évoque à ce propos la géographie générale qui jamais ne considère un phénomène « sans le rapprocher des phénomènes apparentés qui sont répartis sur les autres points du globe » (CH, 194). Et il se refuse à voir dans les Romains un étalon : ceux-ci « ont existé d'une manière aussi exotique et aussi quotidienne à la fois que les Thibétains (JFB : sic), par exemple, ou les Nambikwara, ni plus ni moins ; si bien qu'il devient impossible de les considérer plus longtemps comme une sorte de peuple valeur » (ID, 8). Dès lors la comparaison met bien en lumière la différence, au lieu de la dissoudre. Paul Veyne rappelle que « (...) le verbe 'comparer' comporte syntaxiquement deux constructions qui ont des sens opposés : un poète compare la passion amoureuse à la flamme pour dire qu'elles sont très comparables ; un historien, lui, compare l'impérialisme romain *et* celui d'Athènes pour constater qu'ils ne se ressemblent pas, à la manière d'une marchande de laine qui compare deux pelotes qu'elle soupçonne de n'être pas de la même teinte » (ID, 20-21). Il affirme que « du même coup, toute histoire, sans le faire exprès, devient une histoire comparée, c'est-à-dire une histoire qui sépare en sachant pourquoi elle le fait » (ID, 45). Elle conceptualise « afin de cerner l'originalité des choses » (ID, 45) : « L'histoire peut être définie comme l'inventaire explicatif, non pas des hommes ni des sociétés, mais de ce qu'il y a de social en l'homme, ou plus précisément des différences que présente cet aspect social » (ID, 52) ; « (...) l'histoire, inventaire explicatif des différences sociales, est par là même la science des différences sociales » (ID, 58). Le manifeste de la collection « Des Travaux » que notre historien lança aux Editions du Seuil, de pair avec Michel Foucault, Jean-Claude Milner et François Wahl, définissait ainsi le « travail » dont elle se réclamait : « Ce qui est susceptible d'introduire une différence significative dans le champ du savoir, au prix d'une certaine peine pour l'auteur et le lecteur, et avec l'éventuelle récompense d'un certain plaisir, c'est-à-dire d'un accès à une autre figure de la vérité ». Mais la mise en lumière de la différence est simultanément un enseignement, fût-il implicite, sur notre propre histoire – ce que Georges Balandier nommera un « détour » : « (...) c'est pourquoi l'histoire romaine est intéressante : elle nous fait sortir de nous-mêmes et nous oblige à expliciter les différences qui nous séparent d'elle. Une civilisation moins éloignée de la nôtre n'aurait pas cette vertu ; nous aurions avec elle un langage commun, si bien que la plus grande partie de ce que l'historien aurait à dire pourrait

aller sans dire ; l'historiographie pourrait alors s'attarder plus longtemps dans la pénombre où flotte ce qui n'est que vaguement conçu ». Ainsi, *L'Empire gréco-romain* oppose terme à terme la transmission dynastique des monarchies ouest-européennes et la transmission aristocratique et classique de Rome, de Byzance et de l'Empire ottoman (EGR, 22) ; les Républiques modernes et les Républiques anciennes ; les démocraties modernes et les démocraties antiques (EGR, 79 et suiv.) ; le totalitarisme moderne et celui de Platon (EGR, 79-81 et 110 et suiv.). Déjà, dans *Le Pain et le cirque*, l'analyse du « régime de notables » sur lequel reposait l'Empire romain – analyse dont on dit qu'elle a inspiré à Foucault son concept de « gouvernementalité » – opposait l'évergétisme à la charité chrétienne et se soldait par cette conclusion : « Les options politiques de l'Antiquité n'étaient pas là où nous les chercherions, dans des programmes rivaux de politique constitutionnelle ou bien sociale, et elles étaient où nous ne les chercherions pas, dans des options administratives ou encore dans la modalité d'obéissance, dans le style de commandement » (PC, 638).

Autrement dit, Paul Veyne est avant tout un historien des pratiques, pratiques qu'il situe dans le cadre d'une « philosophie de la relation », ce qui le rend définitivement proche de Foucault (FRH, 211 et suiv. ; 220 et suiv. ; 236 et suiv.) : « (...) les 'événements' ne sont pas des totalités, mais des nœuds de relations » (CH, 40). Il se méfie de la place que l'on accorde aux idées, aux croyances, à la religion, à l'idéologie – notion « trop rationnelle », à l'« utilitarisme un peu court (QMDC, 230) – car ces dernières ne sont pas « à la racine de l'obéissance » : « L'histoire s'explique par un vécu silencieux et non par les belles paroles qui s'y ajoutent ; (...) le vécu social muet suscite ou accepte les verbalisations idéologiques, et non l'inverse ; une idéologie ne convainc que les convaincus » (QMDC, 228-229). L'insistance de Paul Veyne sur « cette épaisseur obscure de la socialisation » (QMDC, 236) le rapproche d'une certaine manière de Bourdieu, de ses « montages verbo-moteurs » et de ses « impératifs engourdis »⁴. Elle récuse les explications de type culturaliste, œuvre salubre par les temps qui courent : « Nous vivons sans savoir formuler la logique de nos actes, notre action en sait plus long que nous-mêmes et la praxéologie est implicite chez l'agent comme les règles de la grammaire chez le locuteur (...) L'intervalle entre la pensée et l'action est une expérience universelle (...) L'action de l'homme dépasse considérablement la conscience qu'il en prend ; la majeure partie de ce qu'il fait n'a pas sa contrepartie de pensée ou d'affectivité. Sinon, on réduirait d'énormes ensembles 'institués' tels que la religion ou la vie

⁴ Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Paris, Editions de Minuit, 1980, pp. 116-117. Philippe Descola parle pareillement des « schèmes de la pratique qui, pour être efficaces, doivent demeurer tapis dans l'obscurité des habitudes et des accoutumances » (*Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005, p. 136.)

culturelle à n'avoir pour contrepartie authentique que des moments discontinus d'émotion de la partie la plus fine de l'âme chez une petite élite » (CH, 133).

Troisième moment de sa démarche, l'historien, en bon *social scientist*, construit son objet en introduisant une distanciation par rapport à la société qu'il étudie. Il fait preuve d'un « appétit d'intelligibilité » (ID, 25). L'historien « ne parle pas le langage erroné de ses héros : il nous parle d'eux en un métalangage, celui de la vérité scientifique. Les Romains parlent de la grandeur de Rome, de la coutume des ancêtres, de la sagesse du Sénat ; l'historien traduit cela dans le métalangage transhistorique des sciences politiques ; il décrypte le texte et y retrouve des invariants : impérialisme ou isolationnisme, couverture idéologique, domination de classe. Il ne partage pas le langage erroné des Romains : il nous explique les Romains en parlant la langue de la vérité scientifique, en mettant au jour les mécanismes et les réalités de l'histoire romaine et en la rendant ainsi intelligible » (ID, 24-25. Voir aussi CH, 128). Et d'ailleurs « que de choses ont été vécues sans avoir été dites ! » (QMDC, 61). Voilà ce qui fonde « l'effort caractéristique du métier d'historien et ce qui lui vaut sa saveur : s'étonner de ce qui va de soi » (CH, 17). Cette opération de distanciation est sous-jacente à la construction de l'objet : « Les historiens racontent des intrigues, qui sont comme autant d'itinéraires qu'ils tracent à leur guise à travers le très objectif champ événementiel (lequel est divisible à l'infini et n'est pas composé d'atomes événementiels) ; aucun historien ne décrit la totalité de ce champ, car un itinéraire doit choisir et ne peut passer partout ; aucun de ces itinéraires n'est le vrai, n'est l'Histoire. Enfin le champ événementiel ne comprend pas des sites qu'on irait visiter et qui s'appelleraient événements : un événement n'est pas un être, mais un croisement d'itinéraires possibles (...) Les événements ne sont pas des choses, des objets consistants, des substances ; ils sont un découpage que nous opérons librement dans la réalité, un agrégat de processus où agissent et pâtissent des substances en interaction, hommes et choses » (CH, 38-39).

Pour Paul Veyne, « puisque tout est historique, l'histoire sera ce que nous choisirons » (CH, 42). L'histoire comparée s'inscrit dans cette construction de l'objet et elle consiste à partager les questions plutôt que les réponses, selon une idée que formule également Giovanni Levi : « (...) en histoire les questions, qui sont sociologiques, importent davantage que les réponses, qui sont de fait (...) il est plus important d'avoir des idées que de connaître des vérités (...) Or, avoir des idées, cela s'appelle aussi disposer d'une topique, prendre conscience de ce qui est, l'explicitier, le conceptualiser, l'arracher à ce qui va de soi, à la *Fraglosigkeit*, à la *Selbständigkeit*. Cela revient à cesser d'être naïf et à s'apercevoir que ce qui est pourrait ne pas être. Le réel est entouré d'une zone indéfinie de possibles non

réalisés ; la vérité n'est pas la plus élevée des valeurs de connaissance » (ID, 61-62). Entendue de la sorte, l'histoire comparée est non une « méthode », mais une « heuristique » : « (...) l'histoire comparée (...) est originale moins par ses résultats, qui sont de l'histoire tout court, que par son élaboration ; plus précisément, l'expression équivoque et faussement scientifique d'histoire comparée (...) désigne deux et même trois démarches différentes : le recours à l'analogie pour suppléer aux lacunes d'une documentation, le rapprochement à fins heuristiques de faits empruntés à des nations ou à des périodes diverses, enfin l'étude d'une catégorie historique ou d'un type d'événement à travers l'histoire, sans tenir compte des unités de temps et de lieu » (CH, 84-85).

L'on aura compris que l'histoire comparée de Paul Veyne est en quelque sorte la propédeutique de l'analyse comparée des sociétés politiques, au point de croisement des « sciences morales et politiques » : l'anthropologie, la sociologie, l'économie politique, la science politique. Elle est aussi l'antidote du comparatisme normatif, notamment de type développementaliste, qui suppose l'occultation de l'historicité et la quête vaine de causalités sur un plan horizontal et linéaire. Il est absurde de comparer les sociétés les unes *aux* autres dans l'espoir de trouver le sésame qui ouvrira la compréhension de la prospérité des nations ou de leur démocratisation. En revanche, les comparer les unes *et* les autres pour en dégager l'irréductible contingence est autrement plus fécond pour l'intelligence des situations, mais aussi, le cas échéant, pour l'action. Car, comme on le dit familièrement, « on ne change pas d'histoire ». L'ignorance de ce vieux précepte au profit de programmes génériques de « réformes » ou de « voies » révolutionnaires universelles a été lourdement sanctionnée tout au long du siècle dernier, et l'on ne peut dire que le néo-libéralisme en ait tiré les leçons.

En attendant, les propositions de Paul Veyne revêtent une triple utilité pour l'analyse comparée des sociétés politiques. *En premier lieu*, elles exaltent le rapport paradoxal qui relie la pauvreté des sources documentaires à l'« ingéniosité » scientifique, la rareté du document interdisant son exploitation extensive et contraignant à l'innovation (ID, 14-15). Elles dissipent l'illusion de la recherche causale et légitime le recours à la « rétrodiction », c'est-à-dire au « remplissage » des « trous » (CH, chapitre 8). Pour peu scientifiquement correct qu'il soit, le procédé est inévitable dans la plupart des sociétés africaines ou asiatiques sur lesquelles nous travaillons, surtout si l'on se soucie de leur historicité, i.e. de leur passé, ou si l'on analyse leurs moments autoritaires ou totalitaires, avarés en sources écrites ou orales. Plus fondamentalement encore, il nous demande de substituer à l'idée utilitariste de la causalité celle, spinozienne et deleuzienne, d'« actualisation » (FRH, 221 et suiv.).

En second lieu, la démarche de Paul Veyne nous permet d'« en finir avec le récit continu » : « Les faits historiques ne s'organisent pas par périodes et par peuples, mais par notions ; ils n'ont pas à être replacés en leur temps, mais sous leur concept » (ID, 49). Ainsi, « entre les Romains et nous, un abîme a été creusé par le christianisme, par la philosophie allemande, par les révolutions technologique, scientifique et économique, par tout ce qui compose notre civilisation » (ID, 13). Ce qui devrait nous interdire de comparer la place des rituels dédiés aux dieux dans l'Empire – « le vieux paganisme, cette religion assez légère pour être une sorte de laïcité avant la lettre » (QMDC, 245) – et la teneur même de la croyance à celle de la religion dans la chrétienté médiévale ou dans l'Etat-nation, le christianisme étant « la religion la plus éloignée qui fût d'une distinction entre Dieu et César, contrairement à ce qu'on entend répéter » (QMDC, 246 et suiv.). Ou encore nos démocraties à la Grèce antique même si le militantisme citoyen s'y manifestait par une « politisation des pensées qui donnent à la vieille Athènes un air faussement moderne » (EGR, 87). Derechef notre historien rejoint Foucault et sa « généalogie » : cette dernière s'oppose « au déploiement métahistorique des significations idéales et des indéfinies téléologies », à la « recherche de l'origine », et leur substitue les objets nietzschéens de la « provenance » (*Herkunft*) et de l'« émergence » (*Entstehung*)⁵. Pareillement Paul Veyne estime – à propos de la monolâtrie des Juifs, qui devint monothéisme pour des raisons politiques – que « les origines des choses sont rarement belles (...) (et) ne préjugent pas de la suite » (QMDC, 293). Il reprend la notion d'« épigénèse » de Jean-Claude Passeron : « La plante historique ne continue pas ses racines, ne développe pas ce qui aurait été préformé dans un germe, mais se constitue au fil du temps par degrés imprévisibles. L'inventivité historique est un des aspects de cette épigénèse » (QMDC, 263)⁶.

Ce faisant, Paul Veyne « sauvait l'histoire de la nation » bien avant que Prasenjit Duara n'en fasse son mot d'ordre salvateur⁷. Déplorant que la discipline, « il y a quelques millénaires », eut « pris un mauvais départ », qui la rendit prisonnière des « unités de temps et de lieu » et la consigna au récit linéaire d'un « *continuum* », celui de la « biographie d'une individualité nationale », soulignant que de ce fait elle se condamnait à « perpétuer le souvenir de la vie des peuples ou des rois » avec tout ce que cela peut comporter de pesanteur

⁵ Michel Foucault, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire » in *Dits et écrits*, Paris, Gallimard, 1994, volume II, pp. 136-156.

⁶ Voir aussi Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique, un espace non poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2006 (édition augmentée)

⁷ Prasenjit Duara, *Rescuing History from the Nation. Questioning Narratives of Modern China*, Chicago, The University of Chicago Press, 1995.

idéologique, il lui proposait de « découper la matière historique en *items* : la cité à travers les siècles, le millénarisme à travers les âges, paix et guerre entre les nations » (CH, 192-194).

C'est ce projet que reprend à sa manière l'histoire connectée en se déprenant des découpages étatiques et en saisissant « les relations, passages, influences, transferts, parentés, voire continuités longtemps ignorés »⁸, en quelque sorte en faisant œuvre d'électricien et en rétablissant les connexions qu'avait interrompues le narratif national. Comme le souligne Romain Bertrand, l'histoire connectée est née de la nécessité concrète de comprendre les ordres impériaux transocéaniques des XVI^e-XVIII^e siècles et les pratiques de « métissage » qu'ils engendraient⁹. Implicitement elle fait ainsi écho à l'étude de la culture grecque dans l'Empire romain et à l'époque hellénistique. Or, la bataille de la dé-nationalisation n'est pas gagnée d'avance si l'on en juge par les déboires de l'histoire comparée chère à Marc Bloch qui, de toute façon, se faisait « entre sociétés voisines, contemporaines et de même nature »¹⁰, ou par le rabougrissement de l'histoire des économies-mondes de Fernand Braudel en nouveau récit de l'« identité de la France ». La vogue actuelle du culturalisme, le préjugé de l'« incommensurabilité » des sociétés de par le monde montrent que la tentation de la rétraction identitaire guettent plus que jamais la discipline¹¹. Et, contrairement à ce que dit de manière trop optimiste Marcel Detienne, ce tropisme n'épargne pas l'anthropologie, laquelle est loin d'être « naturellement comparative »¹². Inversement, il n'est pas nécessaire de se réclamer de l'histoire globale pour en faire, ainsi que vient de le rappeler Chris Bayly¹³. Par ailleurs le risque est réel de voir l'histoire globale réintroduire, dans ses vastes fresques, un biais téléologique¹⁴. Ni Grand Récit, ni célébration postmoderne de la fragmentation du monde, l'histoire connectée, telle que la conçoivent Sanjay Subrahmanyam et Serge Gruzinski, se focalise sur les interactions multiples qui assurent l'unité du monde à différentes échelles et

⁸ Caroline Douki, Philippe Minard, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? Introduction », *RHMC*, 54 (4bis), 2007, p. 19.

⁹ Romain Bertrand, « Rencontres impériales. L'histoire connectée et les relations euro-asiatiques », *ibid.*, p. 69.

¹⁰ Marcel Detienne, *Comparer l'incomparable*, Paris, Editions du Seuil, 2000, p. 32.

¹¹ Sur ce thème de la prétendue « incommensurabilité » des sociétés, cf Sanjay Subrahmanyam, « Par-delà l'incommensurabilité : pour une histoire connectée des empires aux temps modernes », *RHMC*, 54 (4bis), 2007, pp. 34-53.

¹² Marcel Detienne, *Comparer l'incomparable*, *op. cit.*, p. 29. Voir par exemple la critique du récit national dans l'anthropologie iranologique par Fariba Adelhah, « Islamophobie et malaise dans l'anthropologie. Etre ou ne pas être (voilée) en Iran », *Politix*, 80, décembre 2007, pp.179-196, en attendant la publication de son ouvrage *Le Retour de Sindbad*.

¹³ Chris A. Bayly, « I am not going to call myself a global historian », *Itinerario*, 31 (1), 2007, pp. 7-14.

¹⁴ Fred Cooper, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Un point de vue d'historien », *Critique internationale*, 10, janvier 2001, pp. 101-124.

« *by moving laterally* »¹⁵. Par ce « jeu d'échelles » elle n'est nullement contradictoire avec la *microstoria*¹⁶. Elle fait aussi écho à certaines recherches anthropologiques¹⁷.

En troisième lieu, Paul Veyne a ouvert la voie, *ipso facto*, à une histoire sociologique et comparée du « moment colonial »¹⁸ qui se situe aux antipodes de la réification de la « situation coloniale » à laquelle ont contribué le dépendantisme, le développementalisme ou, aujourd'hui, les *postcolonial studies*, au corps défendant de l'initiateur du concept, Georges Balandier. L'enjeu est d'importance dès lors que la plupart des sociétés contemporaines ont été, peu ou prou, soit colonisées soit colonisatrices en une période particulière de la globalisation, entre le milieu du XIX^e siècle et celui du XX^e. Si l'on accepte que l'invariant est un « opérateur d'individualisation » (ID, 35), toute une série de concepts ou d'observations de Paul Veyne sur l'Empire romain nous aident à renouveler notre analyse des empires coloniaux, pris à la fois dans leur rapport aux empires qui les précédaient, dans les combinaisons qu'ils formaient avec ceux-ci, et aussi comme empires ordinaires. Ainsi, du « pacte mutuel » sur lequel reposait le régime impérial romain : « l'empereur et l'oligarchie sénatoriale dirigeante appuyaient l'autorité des notables dans chaque cité ; en échange de cette autorité et grâce à elle, les notables devaient maintenir dans la discipline les hordes plébéiennes de leur cité, dans l'intérêt du régime impérial et dans le leur propre » (EGR, 239). Par analogie cette analyse facilite l'idée d'une « transaction hégémonique impériale » dans les situations coloniales sans que l'on puisse penser comparer celle-ci à la situation des provinces romaines. Elle éclaire également les espèces de réflexes « bonapartistes » par lesquels des notables ou des aristocraties d'Afrique ou d'Asie se sont donnés, ici ou là, au colonisateur pour contenir politiquement ou économiquement leurs dépendants. Par ailleurs Paul Veyne, en étudiant la « consistance morale » de la plèbe moyenne, son ethos économique comme vecteur de sa constitution en classe sociale ou en ordre (*Stand*), dans une perspective au fond très proche de celle d'E. P. Thompson à propos de la classe ouvrière anglaise, restitue le relief moral de l'Empire d'une catégorie sociale à l'autre, ou d'une province à l'autre (EGR, chapitre 3). La démonstration ne devrait pas être perdue pour l'histoire sociologique et

¹⁵ Sanjay Subrahmanyam, *Explorations in Connected History. From the Tagus to the Ganges*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 11.

¹⁶ Caroline Douki, Philippe Minard, art. cité, p. 21 ; Jean-Paul Zuniga, « L'Histoire impériale à l'heure de l'histoire globale ». Une perspective atlantique », *RHMC*, 54 (4bis), p. 55. Serge Gruzinski en doute néanmoins : « Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres 'connected' histories », *Annales HSS*, 56 (1), 2001, p. 88.

¹⁷ Birgit Meyer & Peter Geschiere, eds., *Globalization and Identity. Dialectics of Flow and Closure*, Oxford, Blackwell, 1999.

¹⁸ Romain Bertrand, *Les sciences sociales et le "moment colonial". De la problématique de la domination coloniale à celle de l'hégémonie impériale*, Paris, CERI, 2006, multigr (Questions de recherche n° 18)

comparée des empires coloniaux dont les fondements sociaux et moraux étaient eux aussi différenciés.

Pareillement la description de « l'identité grecque contre et avec Rome », qui lui permet de décrypter l' « âme multiple » des assujettis hellènes et de montrer comment leurs sentiments à l'égard de l'empire pouvaient varier d'une catégorie à l'autre et d'une époque à l'autre, infirme la thèse classique du passage de la soumission à l'acceptation et, par extension, suggère de mettre en doute les récits linéaires de la « collaboration » ou de la « résistance » dans les situations coloniales (EGR, chapitre 4). Ce qui ne nous autorise pas pour autant à assimiler les « transactions hégémoniques coloniales » ou les essais de citoyenneté ou de nationalité impériale en situation coloniale au « pacte mutuel » de l'Empire romain, à l'octroi de la citoyenneté romaine par lequel il était susceptible de se solder et à l'émergence d'une catégorie de magistrats et de fonctionnaires qui oubliaient leurs origines et « tenaient un langage purement impérial » (EGR, 166) : les logiques du capitalisme et de la racialisation des rapports sociaux étoufferont dans l'œuf ces développements, ne serait-ce que pour des raisons fiscales dès lors que l'émergence du Welfare State et son extension aux indigènes s'avéraient être financièrement insupportables ; elles conduiront *in fine* à la décolonisation, processus inédit et impensable sous Rome parce qu'indissolublement lié à une autre émergence, celle de l'Etat-nation comme forme universelle de l'organisation politique et des relations internationales¹⁹. Néanmoins, le « détour » par Rome (ou par les empires transocéaniques des XVI^e-XVIII^e siècles qui constituent l'objet de prédilection de l'histoire connectée) nous aide à « poser la question de la production pratique des échelles de 'commensurabilité' entre systèmes européens et asiatiques – autrement dit de pointer tout ce que l'enracinement territorial d'une domination doit au travail de construction de grammaires partagées d'équivalences (monétaires, diplomatiques) entre acteurs »²⁰ pendant la période mercantiliste, et celle des compromis, des alliances et des cooptations sur lesquels se sont édifiés la conquête et la domination coloniales aux XIX-XX^e siècles, puis le processus de décolonisation²¹.

Tout cela nous emmène fort loin du « portrait du colonisé » et de sa supposée rémanence dans la postcolonialité. Il s'agit bien plutôt de saisir la « rareté » (*raritas*) des

¹⁹ Cf par exemple Frederick Cooper, *Decolonization and African Society : the Labor Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; Thomas R. Metcalf, *Imperial Connections. India in the Indian Ocean Arena, 1860-1920*, Berkeley, University of California Press, 2007 (et sa recension in *Sociétés politiques comparées*, 1, janvier 2008, www.fasopo.org).

²⁰ Romain Bertrand, « Rencontres impériales », art. cité, p. 76.

²¹ Cf également Karen Barkey, « Trajectoires impériales : histoires connectées ou études comparées ? », *RHMC*, 54 (4bis), 2007, pp. 101-102, en attendant son *Empire of Difference*, à paraître chez Cambridge University Press.

différents moments coloniaux, dans leur diachronie, à l'échelle de chaque situation, et aussi d'une situation à l'autre ou, au sein de chacune d'entre elles, d'une région ou d'une catégorie sociale à l'autre. En sociologie historique du politique, l'exercice comparatif n'a de sens que s'il prend acte de cette hétérogénéité et de cette contingence radicales et que s'il tient pour nul et non avenu le mirage de la causalité, dans la lignée de la méthode wébérienne²². Il ne peut consister en la déclinaison ontologique du même, sur le mode d'une essence, en l'occurrence celle de la « situation coloniale » et de ses prolongements ou de sa reproduction mécanique.

Quel peut être alors son objectif ? Partager, voire forger un vocabulaire, né de la confrontation des expériences de recherche, en excluant que ce dernier puisse identifier un dénominateur commun ou conduire à une explication causale. Mettre en regard non des entités, mais des pratiques, des processus et des moments historiques par définition contingents, ambivalents, fragmentaires et incertains. Mutualiser des interrogations sans en attendre des réponses unitaires. Les translater de l'analyse d'une société à celle d'une autre. Montrer que les continuités, dont la prise en considération est à la base du raisonnement de la sociologie historique du politique, sont par définition des discontinuités. Reprendre à nouveaux frais la question de l'« historicité propre » des sociétés, dont le rapport à l'Ailleurs et à l'Autre est un élément constitutif et qui est indissociable de leur extraversion fondamentale. Ne pas déduire de cette « historicité propre » des sociétés que les « trajectoires du politique » sont des parallèles destinées par définition à ne pas se rejoindre, et refuser de substituer à la vieille idée de l'incommensurabilité des « cultures » ou des « civilisations » le nouveau préjugé de l'incommensurabilité de ces trajectoires historiques. Rappeler en conséquence que la comparaison ne peut pas être à sens unique et que l'historicité des sociétés européennes gagne à être mesurée à l'aune des sociétés africaines ou asiatiques autant que l'inverse.

Pratiques institutionnelles, ou du bon usage des interstices

Vaille que vaille, c'est cette pratique du comparatisme à laquelle je me suis adonné, à l'interface de la science politique – l'ethnie à laquelle je suis censé appartenir – et des disciplines sœurs auxquelles la relie des relations à plaisanterie : l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, puis l'économie politique. Il est en revanche des rapports antagoniques que la sociologie historique du politique entretient avec des tribus voisines, même si, comme tous les

²² Stephen Kalberg, *La Sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La Découverte, Mauss, 2002, en particulier les pp. 206-248.

Beti, je puis avoir des amis Bamiléké : à savoir l'étude des relations internationales et la géographie. A priori rien ne prédestinait ces différentes approches à s'installer dans la conflictualité. Aux yeux de la sociologie historique de l'Etat ou de la *Staatswissenschaft* – l'intitulé de la chaire qu'occupait Max Weber à Heidelberg – et la géographie et l'étude des relations internationales ont des objets honorables. Singulièrement cette dernière puisqu'elle aide à comprendre dans le monde contemporain et dans la durée historique ces rapports à leur environnement qui sont constitutifs de la formation des sociétés politiques, comme l'ont montré non seulement Max Weber mais aussi bien Karl Marx, Otto Hintze, Edmund Leach ou les grands historiens français. De même, la géographie historique sera d'un concours précieux pour l'intelligence du fait colonial, par exemple²³. Néanmoins, une pratique scientifique est indissociable d'un champ institutionnel. La contingence a voulu que, dans la France des années 1980 et 1990, la sociologie historique comparée du politique ait eu à se définir et à se défendre contre les visées expansionnistes de ces deux tribus cousines. Le « Nouvel ordre mondial » et la globalisation néo-libérale aidant, la novalangue de la « géopolitique » s'est répandue, accréditant l'idée que ce discours constituait une discipline à part entière bien que l'on n'en vît pas l'ombre des prémisses théoriques ou épistémologiques. Que l'on ne se méprenne pas sur mon propos. Je ne suis pas frileux au point de craindre la concurrence. Je ne nourris aucune animosité particulière à l'encontre de l'esperanto et de l'aimable lubie à laquelle se livrent ses locuteurs. Je suis même prêt à me résigner de bon cœur à couper France-Culture chaque matin, sitôt arrivée l'heure de la chronique d'Alexandre Adler, dès lors que je lui substitue un bon CD de musique baroque ou ottomane. Mais je ne puis accepter cette escroquerie selon laquelle l'enfilage de perles événementielles ou de considérations relatives à la « sécurité » tiennent désormais lieu d'explication en dehors de tout exposé de méthode et de clarification des concepts. Des mots-valises sont maintenant transportés d'un bout à l'autre du globe, et l'historicité des sociétés politiques est supposée se déduire de ce colportage. Partir du global pour traiter du local, à la faveur d'une « étude d'expertise » et donc d'un questionnement politiquement ou administrativement ou entrepreneurialement « formaté » et « correct », c'est se condamner à construire de faux-objets et à en rester captifs pour de longs mois, voire pour une carrière entière. Un itinéraire scientifique mal engagé est difficilement réversible. Or, pour des raisons universitaires et alimentaires évidentes, les doctorants, soumis à la double dictature des mandarins et des contrats, sont particulièrement

²³ Voir Hélène Blais, « Les enquêtes des cartographes en Algérie, ou les ambiguïtés de l'usage des savoirs vernaculaires en situation coloniale », *RHMC*, 54 (4), octobre-décembre 2007, pp. 70-85.

vulnérables à ce danger. L'on ne compte plus ceux qui se sont ou ont été fourvoyés de la sorte, sans beaucoup d'espoirs de retrouver un chemin heuristique.

Ce que je reproche à la géographie et à l'étude des relations internationales, c'est de ne plus faire de géographie ou d'analyse du système international, mais de bavarder à tort et à travers d' « espace », de « société civile », de « gouvernance », de « terrorisme international », de « criminalité organisée », de « développement durable », d'« Etat failli » ou « faible », de « transparence », de « sécurité humaine », de « mémoire », et de polluer de la sorte l'effort intellectuel de compréhension des sociétés politiques concrètes, de leur histoire « comparée » et « connectée », d'élaboration et de discussion des problématiques que l'on en tire. En revanche l'on apprécierait que des géographes, par exemple, nous expliquent la complexité des courants dans le Bosphore, qui constitue à elle seule un sujet politique : elle rend délicate la navigation des bateaux dans le détroit, et plausible un accident majeur de tanker qui pourrait rayer de la carte en quelques minutes la plus grosse ville industrielle du Bassin méditerranéen, bouleverser la donne internationale dans la région, donner un rude coup à l'économie mondiale et à son système financier. L'on aimerait aussi que les spécialistes des relations internationales alimentent notre connaissance de cette vieille question des Détroits, dont on devine qu'elle s'actualise au gré du retour de la Russie dans la région et de la transformation de la Turquie en pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, en puissance industrielle et en hub pétrolier et gazier aux portes de l'Asie centrale, de l'Iran et de ce qui reste de l'Irak.

Ces trente dernières années, la « géopolitique » a représenté une formidable régression scientifique alors même qu'un public croissant s'intéressait aux affaires du monde. Les chercheurs en sociologie politique ont leur part de responsabilité dans cet effet de ciseaux, à commencer par celle d'aller un peu trop facilement à la soupe. Et l'on ne rendra jamais suffisamment hommage aux trop rares éditeurs, chaînes de radio ou journaux qui préfèrent l'ennui qu'ils distillent au talent facile des bonimenteurs de l'international : il leur faut un certain courage ! Il n'en reste pas moins que les réformes néo-libérales de l'Université, en France comme dans le reste des pays industrialisés ou émergents, menacent de sceller la déroute du savoir de long cours en contractualisant, c'est-à-dire en marchandisant, sa production et en acceptant que les médias deviennent parties prenantes de l'évaluation et de la légitimation des chercheurs. Les échecs dramatiques de la politique américaine en Irak, en Afghanistan, au Pakistan suggèrent que le coût de cet évidement n'est pas seulement cognitif : ils ont été précédés de l'éviction des spécialistes du Moyen-Orient de la sphère de la décision politique et de leur marginalisation au sein du champ universitaire ; ils ont été portés par des

idéologues ou des praticiens des relations internationales proches de l'école néoconservatrice qui ont profité de la victoire électorale de George W. Bush pour asseoir leur hégémonie le temps d'un désastre. Que ces derniers aient trouvé leurs relais, ô combien virulents, en France à la faveur de la question irakienne dès la fin de l'administration Clinton et désormais, toute honte bue, dans le contexte du contentieux nucléaire iranien ne laisse pas d'inquiéter sur la capacité de nos systèmes universitaire et politique à résister à ce type de dérive.

Nonobstant cette montée en puissance de la vulgate de plus en plus normative de la géopolitique et de l'étude des relations internationales, la sociologie historique comparée du politique a enregistré des progrès considérables en France depuis les années 1980. Avant d'en préciser certaines des lignes de force, il importe de mettre en évidence les pratiques professionnelles et institutionnelles sur lesquelles a reposé cette expansion. Tout d'abord, la pratique du terrain qui, de plus en plus, s'est accompagnée de celle des langues vernaculaires des sociétés analysées, en dépit de la crise de l'INALCO et de la disparition ou du départ à la retraite d'une génération de polyglottes virtuoses dont Maxime Rodinson aura longtemps été le symbole jubilatoire. Certes, les politistes se font railler par leurs pairs anthropologues et historiens, respectivement pour la brièveté de leurs enquêtes et leur rapport hédoniste aux archives. Il n'empêche que la plupart des thèses et des vrais ouvrages de sociologie politique s'appuient sur une documentation primaire, sur des entretiens de première main et sur la fréquentation intensive et répétée d'une société donnée. Rappelons incidemment que des obligations d'enseignement trop lourdes, dans une Université en perdition et incapable d'offrir à ses professeurs de vraies périodes sabbatiques, interdisent de facto les missions de recherche à l'étranger. Ce sont bel et bien le CNRS et la Fondation nationale des sciences politiques, avec leurs corps de chercheurs à temps plein, qui ont permis l'épanouissement de la sociologie politique comparative en France.

Ensuite, les chercheurs se réclamant de cette approche ont su travailler sur des plans inter ou transinstitutionnels à l'échelle de l'Hexagone et dans la dimension internationale. Le lancement de revues comme *Politique africaine* et *Politix* a été une manifestation éloquente de leur capacité à transcender dans la pratique les clivages d'un paysage institutionnel réputé, non sans raison, cloisonné et enclavé. Bien loin d'être contradictoire avec cette mise en réseau, comme l'on dit maintenant, le laboratoire en a été la cheville ouvrière. « Etre plusieurs pour 'le' comparatiste constructif, cela exige un microgroupe d'ethnologues et d'historiens familiers, voire complices, prêts à penser ensemble tout haut. Un lieu pour se retrouver régulièrement est plus important qu'une bonne enveloppe de recherche. C'est là, dans cet espace commun, que le comparatiste peut acquérir la compétence d'une microcommunauté

historico-anthropologique », écrit Marcel Detienne²⁴. L'histoire du CERI, et de bien d'autres équipes, est une illustration de l'émergence d'une telle socialité (*Bund*) comparatiste. Et, contrairement à ce qu'il est de bon ton de dire aujourd'hui, le coût bureaucratique de cette forme d'organisation scientifique et de commerce pluridisciplinaire est somme toute limité, au regard de celui que comporte la recherche contractualisée, avec ses nouvelles méthodes de gestion, de *fund raising* et d'évaluation littéralement chronophages pour les emplois du temps des chercheurs eux-mêmes. Le paradoxe de la réforme néolibérale de l'Université est bien de se solder par une formidable perte de productivité et d'imagination scientifiques et par une intériorisation à l'échelle individuelle de la pesanteur bureaucratique sous couvert d'un hymne à l'efficacité et à la débureaucratiation.

In fine le résultat de l'autonomie institutionnelle de la recherche par rapport à l'obligation d'enseignement et aux impératifs de programmes contractuels – autonomie institutionnelle qui depuis longtemps n'empêche plus la majorité des chercheurs d'enseigner et de contracter, n'en déplaise à leurs détracteurs patentés – aura été, d'une part, une vraie présence de la sociologie politique française dans la communauté scientifique internationale, et, de l'autre, son indépendance conceptuelle et problématique, celle-ci assurant celle-là en même temps que la limitant compte tenu de son originalité et de son inadéquation relative aux modes de la « gouvernance » universitaire globale.

Répetons-le, il serait emphatique de parler d'une école française du comparatisme. Mais il est un style et une démarche assez identifiables que l'on retrouve dans les thématiques développées et les références théoriques convoquées, dans une certaine propension au cynisme heuristique, dans les collaborations inter et transinstitutionnelles mais aussi interindividuelles nouées dans la durée et – point important – dans la dimension intergénérationnelle. Concrètement cette approche a pris la forme d'un compagnonnage scientifique. Un double acquis de ce parcours mérite d'être relevé : l'hybridation disciplinaire et idéologique ou théorique. D'une part, la sociologie politique comparative procède par osmose avec les disciplines voisines et sort du carcan de la science politique définie de manière restrictive, même si elle a parfois été contaminée de manière anecdotique par la peste du « choix rationnel ». En cela elle rejoint une évolution générale dans les sciences sociales, notamment en histoire « comparée », « quotidienne » ou « globale », mais aussi en anthropologie²⁵. De l'autre, elle combine sans états d'âme les héritages marxiste et wébérien,

²⁴ Marcel Detienne, *Comparer l'incomparable*, op. cit., p. 43.

²⁵ Voir par exemple Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, op. cit., p. 192 ; « Histoire globale, histoires connectées », *RHMC*, 54 (4bis), 2007, passim ; Hans Medick, « 'Missionaries in the row boat' ? Ethnological

trop longtemps considérés comme antinomiques, et simultanément recourt volontiers aux conceptualisations de Michel Foucault, de Gilles Deleuze, de Pierre Bourdieu, de Norbert Elias.

Comparer pour singulariser, singulariser pour universaliser

S'il nous fallait résumer d'une formule cette approche, nous pourrions dire qu'elle consiste à s'inscrire dans le courant de ce que l'on appelle communément les « aires culturelles » (*area studies*), avec ce que cela comporte de rapport au terrain, de recours aux sources primaires, de prise en considération de l'historicité propre des sociétés, et par relativisation des approches globalisantes ou des métathéories. Mais aussi et surtout dans une conception des « aires culturelles » qui récuse leur réification culturaliste et ahistorique, i.e. l'idée de leur « incommensurabilité ». Il s'agit bien de « comparer l'incomparable »²⁶. Une autre particularité de cette conception du comparatisme est d'accepter sereinement la nécessité de décentrer les analyses par rapport à l'éminence idéologiquement construite des expériences historiques occidentales, sans pour autant se laisser emporter par les excès de la « provincialisation de l'Europe »²⁷.

Il me semble que ce cheminement a contribué à une recomposition de l'objet même du politique et à un renouvellement des problématiques relativement congruents, bien que le vocabulaire, voire la grammaire des interprétations puissent légitimement varier d'un auteur à l'autre. Sur le premier point, l'on s'accorde maintenant volontiers à admettre que le politique est une chose décidément trop sérieuse pour être abandonné à la science politique, ou délaissé par l'anthropologie et l'économie. C'est ici que prospère l'hybridation disciplinaire à laquelle je faisais allusion, que les sciences du politique cessent de bavarder et se nourrissent des sciences sociales, que l'économie politique et l'anthropologie politique se ressource. Grâce à ces échanges et à ces effets de métissage ou d'osmose des disciplines, l'acception de ce qui est ou non politique a été mise en débat, s'est enrichie et complexifiée, a influé sur la sociologie des mobilisations et la compréhension des grandes catégories telles que le nationalisme ou la religion. Précisons d'ailleurs que cette recomposition de l'objet du politique ne s'est pas soldée par une définition impérialiste de celui-ci à l'initiative des

ways of knowing as a challenge to social history », *Comparative Studies in Society and History*, 29 (1), janvier 1987, p. 79 ; Marcel Detienne, *Comparer l'incomparable*, op. cit. ; Clifford Geertz, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973, chapitre 12.

²⁶ Marcel Detienne, *Comparer l'incomparable*, op. cit.

²⁷ Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe. Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

politistes, sur le mode gauchiste et infantile du « tout est politique ». Certes, des pratiques sociales et culturelles ont pu être reconnues comme politiques à la faveur de ce mouvement, alors qu'elles ne l'étaient point auparavant. Mais, inversement, des phénomènes communément appréhendés comme politiques, en particulier à l'aune de l'historiographie nationaliste, se sont vus remis à leur juste place sur ce plan : par exemple, l'étude des luttes de libération nationale en Afrique, en Asie, mais aussi dans l'Empire ottoman et dans les Balkans a été amplement renouvelée au fil de ces reconsidérations et s'est éloignée de ses péchés mignons, le finalisme, l'anachronisme, la conception héroïque et stratégique de l'histoire, le style de l'épopée.

Ainsi comprise, la sociologie historique comparée du politique, deleuzienne parfois sans le savoir, fait dire au concept « l'événement, et non plus l'essence »²⁸. Elle en finit avec les typologies et les comparaisons d'entités, par exemple de régimes ou de partis, à laquelle n'échappait pas toujours l'approche morphologique de l'histoire comparée²⁹. Elle s'interroge sur des processus, des situations, des moments, des acteurs ou des groupes : la formation de l'Etat ou de la classe, la situation coloniale ou thermidorienne, les différents moments qui constituent l'historicité de chacune de celles-ci, le vécu politique d'un « groupe concret » dans une « situation de génération » donnée, les groupes « porteurs » d'un ethos, d'un savoir ou d'une pratique qui en assurent la reproduction d'une situation ou d'un moment historiques à l'autre³⁰. En cela elle se montre résolument posthégélienne et postmarxienne en saisissant par le biais du politique l'Etre-dans-le-monde comme une production³¹. Et, ce faisant, elle se déprend de la normativité des questionnements qui trop souvent entache la science politique ou l'économie. Il convient ainsi de s'interroger sur la « formation »³² de l'Etat, ou d'une

²⁸ Gilles Deleuze, *Pourparlers. 1972-1990*, Paris, les Editions de Minuit, 1990, pp. 39-40.

²⁹ Roger Chartier, « La conscience de la globalité », *Annales.HSS*, 56-1, 2001, pp. 121-122.

³⁰ Je n'entre pas ici dans la discussion en cours entre Romain Bertrand et moi-même sur les avantages respectifs des concepts de situation et de moment : cf notamment Jean-François Bayart, « Le concept de situation thermidorienne : régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique », [Hwww.fasopo.org](http://www.fasopo.org). Sur les « groupes concrets » dans une « situation de génération » cf Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, Paris, Nathan, 1990.

³¹ Michel Henry, *Marx. Tome I : Une Philosophie de la réalité*, Paris, Gallimard, 1976, p. 109.

³² Je rappelle cette distinction entre « formation » - en tant que processus historique, conflictuel, involontaire et largement inconscient, conduit dans le désordre des affrontements, des compromis et de l'imaginaire par la masse des anonymes - et « construction » - en tant que création délibérée d'un appareil de pouvoir - de l'Etat, que Bruce Berman et John Lonsdale ont introduite et que plusieurs auteurs français relevant de la sociologie historique comparée du politique ont reprise à leur compte, en contrepoint des problématiques du « politique par le bas » et de l'« énonciation du politique ». Voir par exemple : Yves Chevrier, « L'empire distendu : esquisse du politique en Chine des Qing à Deng Xiaoping » in Jean-François Bayart, dir., *La Greffe de l'Etat*, Paris, Karthala, 1996, chapitre IX ; Béatrice Hibou, *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Paris, Karthala, 1996 et, sous sa direction, *La Privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999 ; Françoise Mengin, *Trajectoires chinoises. Taiwan, Hong Kong et Pékin*, Paris, Karthala, 1998 ; Jean-Louis Rocca, *La Condition chinoise. La mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*, Paris,

classe sociale, sans immédiatement qualifier celui-là de « failli » ni de le voir sur le « déclin » ou en « crise », conformément à la logorrhée qui a cours dans la théorie des relations internationales ou à un vieux penchant de l'étude des empires³³ ; sans non plus appréhender automatiquement les groupes sociaux à l'aune des canons de la « lutte des classes » telle qu'un certain marxisme en a imaginé le script et les acteurs. L'objet même de l'Etat ne peut être tenu pour naturel. Il ne vaut que par les pratiques qui l'instituent et qui, bien sûr, débordent le seul périmètre des institutions et des idées politiques. « Notre tort est de croire à l'Etat ou aux Etats, au lieu d'étudier les pratiques qui projettent des objectivations que nous prenons pour l'Etat ou pour des variétés de l'Etat », écrit Paul Veyne (FRH : 220)³⁴.

Nous retrouvons là notre vieil ennemi, l'histoire (et la science politique ou l'anthropologie) nationales qui anthropomorphisent l'Etat-nation et en narrent la biographie dramatique dans ses « frontières naturelles », un peu à la Jacques Bainville au sujet de la France. Le débat actuel sur les « frontières de l'Europe » montre au demeurant que la construction de l'Union n'est pas forcément le dépassement du narratif national ! Mais il faut aussitôt ajouter que « sauver l'histoire de la nation », en Afrique ou en Asie, revient aussi à la sauver du colonialisme, de la race, de la traite, du « retour » et des « racines » dans les catégories desquels les sciences coloniales et les *postcolonial studies* l'ont tout à tour embastillée. Le paradoxe de cet enchaînement n'est qu'apparent puisque, nous le savons, le nationalisme et l'indigénisme sont les surgeons de la recherche hégémonique coloniale ou en tout cas du mode de gouvernement impérial³⁵.

Sitôt que nous admettons la nécessité de cette déconstruction du faux objet naturel de l'Etat et de ses effets théoriques ou idéologiques collatéraux, nous pouvons réfléchir sur des combinatoires inégalitaires de pratiques, de répertoires culturels et de rapports sociaux du politique dont l'« étaticité » (*Staatslichkeit*) est une concrétion parmi d'autres : les empires, les « espaces galactiques » ou les « chaînes » de sociétés lignagères dont parlent les anthropologues, les champs historiques transocéaniques que l'on qualifiera aujourd'hui de « transnationaux » au prix d'un anachronisme au fond peut-être plus dangereux qu'utile, les

Karthala, 2006 ; Romain Bertrand, *Etat colonial, noblesse et nationalisme à Java. La Tradition parfaite*, Paris, Karthala, 2005.

³³ A propos de l'Empire ottoman, toujours perçu sur le mode de l'inabouissement ou d'un déclin précoce et pluriséculaire, voir par exemple les remarques de Karen Barkey, « Trajectoires impériales », art. cité, p. 93.

³⁴ Voir aussi Hans Medick, « 'Missionaries in the row boat' ? », art. cité, pp. 78 et 97.

³⁵ Partha Chatterjee estime que les idéologies nationalistes ne sont que des « discours dérivatifs » procédant de l'imaginaire orientaliste et colonial (*Nationalist Thought and the Colonial World : A Derivative Discourse ?*, Londres, Zed Press, 1986). Cf également Claudio Lomnitz, *Deep Mexico, Silent Mexico. An Anthropology of Nationalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001, pp. 14 et suiv. sur le rapport du nationalisme latino-américain à la Monarchie catholique, et pour sa discussion de Benedict Anderson.

processus interétatiques d'intégration régionale sont d'autres agencements qui intéressent la sociologie historique comparée du politique et qui ne relèvent pas du narratif national, même lorsqu'ils ont été englobés – plutôt qu'absorbés – par celui-ci³⁶. J'ai pour ma part proposé de reprendre le concept foucauldien de gouvernementalité (et la définition relationnelle du pouvoir comme étant « une action sur des actions », qui le sous-tend) pour désigner « une configuration ou une séquence historique donnée – par exemple, la cité évergétique étudiée par Paul Veyne ou l'Europe libérale traitée par Polanyi – dont on entend analyser le 'gouvernement' comme mode de structuration du champ d'action des individus ou des groupes »³⁷ : c'est de la sorte que j'ai parlé de « politique du ventre » au sujet de l'Etat en Afrique, aux antipodes, *horresco referens*, de toute interprétation culturaliste de celle-ci et de tout présupposé de son « incommensurabilité ».

Chacun, en l'occurrence, est libre de son vocabulaire théorique – libre, mais surveillé ! En bon exercice comparatif, l'essentiel est ailleurs : dans la « généralisation » (Giovanni Levi) d'un certain nombre de questions pour l'exploration desquelles les années passées nous ont permis de progresser, mais qui demeurent largement ouvertes. La première d'entre elles a trait à l'extraversion organique de toutes les sociétés politiques. Ces dernières se constituent dans leur rapport à l'Autre et à l'Ailleurs, nous l'avons déjà dit dans le sillage des pères fondateurs des sciences sociales. Il est même des peuples « véhiculaires » ou « transitifs » dont l'ethnogenèse se confond avec leur fonction d'intermédiation marchande, contrebandière, prédatrice ou migratoire et qui n'existent que dans cette dimension de la « frontière » (*frontier*), à l'instar des Baloutches et des Kurdes³⁸. Igor Kopytoff a démontré que tel était le cas aussi de la plupart des sociétés africaines anciennes³⁹. Et c'est bien dans la continuité de cette extraversion historique, à la fois endogène au sous-continent et articulée à son ouverture pluriséculaire aux économies-mondes que doit se lire leur extraversion contemporaine, en tant qu'expérience historique intime plutôt que comme expérience historique d'aliénation et de dépendance univoque⁴⁰. Mais la *Staatslichkeit* absolutiste ne déroge pas à la règle, ainsi que l'a rappelé Jean-Frédéric Schaub à propos des « racines hispaniques » de la monarchie

³⁶ Voir sur ce point Romain Bertrand, « Rencontres impériales », art. cité. et Jean-François Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004, pp. 134 et suiv.

³⁷ Jean-François Bayart, « Foucault au Congo » in Marie-Christine Granjon, dir., *Penser avec Michel Foucault. Théorie critique et pratiques politiques*, Paris, Karthala, 2005, pp. 186-187.

³⁸ Jean-François Bayart, *Le Gouvernement du monde*, op. cit., pp. 158-160.

³⁹ Igor Kopytoff, ed., *The African Frontier. The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington, Indiana University Press, 1987.

⁴⁰ Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006 (nouvelle édition augmentée) ou « Africa in the world : a history of extraversion », *African Affairs*, 99 (395), avril 2000, pp. 217-267.

française ⁴¹. Du XVI^e au XVIII^e siècle des mouvements culturels transeuropéens et transocéaniques ont alimenté la centralisation de l'Etat : la Contre-Réforme, le Baroque, les échanges ultramarins de tous ordres. Il en sera également ainsi aux XIX^e et XX^e siècle de la « création des identités nationales », fût-ce sur un mode néo-jacobin ⁴². Peut-être faudrait-il aujourd'hui accorder plus d'attention à d'autres formes d'extraversion politique en reprenant l'étude des compagnies à charte de l'âge mercantiliste, des systèmes financiers mondes tant européens qu'asiatiques ou arabes, des systèmes monétaires, des systèmes bancaires, des empires et de tous les plans – migratoires ou autres – de la liminalité et des circulations interstitielles que nous pouvons observer dans le contexte de la globalisation néo-libérale.

Une autre grande percée de ces dernières années aura été la prise en considération de l'historicité des formes de l'expérience - ce que Ricoeur nommait la « condition historique » en référence à Heidegger, ou Wittgenstein les « formes de vie » - à laquelle nous ont conduit, c'est selon, Foucault, Bourdieu, Deleuze, Certeau, Gramsci, Weber ou, du côté des historiens, un E. P. Thompson, grand inspirateur de l'*Alltagsgeschichte*, ou un Paul Veyne, complice de Foucault. L'on aura de la sorte travaillé sur la subjectivation, l'habitus, l'hégémonie, les conduites de vie. Derechef deux pistes méritent d'être élargies. D'une part, ce que l'on nomme de la sorte implique la dimension de la culture matérielle, et donc celle des techniques du corps et de ses mouvements ⁴³. Si les historiens et les anthropologues ont beaucoup réfléchi sur ces thèmes en sachant souvent éviter les pièges du culturalisme – à l'instar d'un Sidney W. Mintz à propos de l'histoire du sucre à l'époque moderne – la sociologie historique comparée du politique ou de l'Etat est restée assez timorée en la matière, si je puis dire, alors même que l'on ne peut penser l'obéissance, l'inégalité, la participation ou la mobilisation, la guerre, les institutions sociales, les idéologies politiques en dehors du corps et de la marchandise. Nous retrouvons là le « vécu social muet », l'« épaisseur obscure de la socialisation » chère à Paul Veyne (QMDC : 228-236). Surgit alors un impératif : le « décentrement » qui s'impose à l'histoire des sociétés par rapport à l'aune occidentale ne doit pas négliger l'analyse des pratiques matérielles et corporelles. La formation de l'Etat, la combinatoire inégalitaire de la « politique du ventre » dans telle chefferie des Grassfields de l'ouest du Cameroun passera par

⁴¹ Jean-Frédéric Schaub, *La France espagnole. Les racines hispaniques de l'absolutisme français*, Paris, Seuil, 2003.

⁴² Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales. Europe, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Editions du Seuil, 1999.

⁴³ Cf la notion de « praxéologie motrice » chez Jean-Pierre Warnier, *Construire la culture matérielle. L'Homme qui pensait avec ses doigts*, Paris, PUF, 1999.

exemple par la danse, les mascarades, les larmes, les masques autant que par les catégories-valises du « nationalisme » ou du « développement »⁴⁴.

D'autre part, il nous faut dépasser la contradiction apparente entre le constat qui consiste à insister sur l'illusion de la sphère idéale, à l'image d'un Paul Veyne au sujet du christianisme ou du paganisme dans l'Empire romain, et l'autre constat de son importance, sous la plume d'un Chris Bayly à propos du libéralisme dans le Raj britannique. Contradiction apparente, en effet, car l'on peut refuser aux idéologies le statut de principe de causalité tout en leur reconnaissant celui de répertoire imaginaire constituant de l'action, de la culture matérielle et des techniques du corps politiques. Etre libéral ou nationaliste dans le Raj britannique non seulement ne peut se comprendre que dans les termes de l'historicité propre du sous-continent, saisi dans sa longue durée, mais encore s'incarne dans des façons de s'habiller, de se coiffer, de se raser, de s'alimenter, de se divertir qui donnent chair aux idées⁴⁵.

Enfin, il faut expliciter l'affirmation selon laquelle, en bonne sociologie historique du politique, les continuités, dont l'appréhension est à la base de son raisonnement, sont nécessairement des discontinuités. La continuité procède d'abord de l'enchaînement, de la concaténation d'une situation et d'un moment à l'autre : par exemple de l'Antiquité tardive au féodalisme, ou de celui-ci au capitalisme, pour citer la fresque célèbre de Perry Anderson, ou encore de l'économie politique de l'Etat colonial au Kenya à sa « seconde occupation », au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, et à l'émergence d'une médiation nationale entre les forces sociales indigènes et le capitalisme mondial, pour se référer à l'interprétation de Bruce Berman⁴⁶. Mais, de ce fait même, la continuité introduit ou recouvre de la discontinuité puisque la concaténation procède des transformations de l'économie, en même temps qu'elle les amplifie. En outre, les groupes sociaux qui traversent ces différents moments sont porteurs de conduites de vie, de connaissances et de savoir-faire, et ils tissent d'autres lignes de continuité en matière de pratiques et d'idées politiques, à ceci près que le contexte, et donc la « situation d'usage »⁴⁷, de ces répertoires d'action changent. Enfin, le rapport que les acteurs

⁴⁴ Nicolas Argenti, *The Intestines of the State. Youth, Violence, and Belated Histories in the Cameroon Grassfields*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007 et "La danse aux frontières. Les mascarades interdites des femmes et des jeunes à Oku" in Jean-François Bayart, Jean-Pierre Warnier, dir., *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004, chapitre 5. Voir aussi Jean-Pierre Warnier, *The Pot-King. The Body and Technologies of Power*, Leiden, Brill, 2008.

⁴⁵ Voir par exemple Emma Tarlo, *Clothing Matters. Dress and Identity in India*, Londres, Hurst, 1996.

⁴⁶ Bruce Berman, *Control and Crisis in Colonial Kenya. The Dialectic of Domination*, Londres, James Currey, 1990

⁴⁷ Pour reprendre une expression de Romain Bertrand pendant les débats du colloque « *Continuités du colonial. Transferts et usages métropolitains de savoirs et de savoir-faire coloniaux de gouvernement* », Paris, CERI, 9 novembre 2006.

entretiennent avec le legs du passé est tributaire de cette condition changeante du présent. Continuité et discontinuité ne sont donc pas deux termes antithétiques, mais bel et bien deux faces d'un même processus historique. Celui-ci, au demeurant, n'implique pas nécessairement qu'il soit adéquat à l'intentionnalité des acteurs qui en sont les protagonistes, si tant est que celle-ci doive être prise pour une vraie question : le passage de l'Etat colonial à l'Etat postcolonial, s'il relève bien d'une continuité dynamique du point de vue de l'économie politique et constitue politiquement une transaction hégémonique impériale entre une fraction de la classe politique métropolitaine et une partie des nationalistes, n'a été pensé sur un mode stratégique par aucun des acteurs qui l'ont accompli et a été la résultante de luttes confuses autant que de politiques publiques conscientes ou de mobilisations cohérentes⁴⁸. Autrement dit, « legs » et « conditions antécédentes », dans le vocabulaire de Max Weber, n'établissent pas de causalité. L'on ne peut qu'identifier des « relations génétiques concrètes qui revêtent inévitablement un caractère individuel propre »⁴⁹ et qui sont productrices de changements.

La greffe de la démocratie : les paradoxes de la longue durée

En allant dans ces directions, la question « bateau » de l'universalisation de la démocratie peut, par exemple, être problématisée autrement que dans les termes des faux-débats contemporains contractualisés sur la viabilité de son « importation », de son « exportation », de son « imposition » ou même de ses « origines ».

Tout d'abord, il est acquis que son universalisation éventuelle équivaldrait à la réinvention de sa différence, comme il en a été au sein même du monde occidental. Elle doit bien être pensée comme une « actualisation » qui « ne rompt pas moins avec la ressemblance comme processus qu'avec l'identité comme principe », qui est toujours « une véritable création » et qui « ne se fait pas par imitation d'une possibilité préexistante »⁵⁰.

Ensuite, le moment néo-libéral de la « démocratie de marché » s'encastre dans des durées locales beaucoup plus longues. Se pose alors le problème des continuités entre les modes d'historicité de longue ou de moyenne durée, et plus précisément les répertoires imaginaires de la liberté, de la justice, de la souveraineté, de la légitimité, de la représentation que ces derniers instituent, et les formes occidentales contemporaines de la démocratie –

⁴⁸ Voir par exemple Bruce Berman, *Control and Crisis in Colonial Kenya*, op. cit.

⁴⁹ Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964 (réédition dans la collection de poche Agora, 1985), p. 44. Voir aussi Stephen Kalberg, *La Sociologie historique comparative de Max Weber*, op. cit., en particulier les pp. 206-248.

⁵⁰ Gilles Deleuze, *Différence et répétition* (1968), Paris, PUF, 1997, pp. 273-274.

continuités hypothétiques qui conduisent aussitôt au constat d'une discontinuité radicale, celle qu'introduit la création du politique. Comme l'aurait dit le Sapeur Camembert, la globalisation englobe. Elle surfe sur des réseaux et des pratiques marchands, des « modes de production », des représentations culturelles, des institutions sociales, des groupes et des statuts qui lui préexistaient et dont il est encore prématuré de dire si elle se les subordonne – vieux postulat de l'anthropologie marxiste française – ou si elle est paramétrée par eux. En tout cas elle n'éradique pas l'historicité des sociétés qu'elle enveloppe.

Dès lors la problématique de la démocratie incorpore des rapports sociaux locaux et leurs « conduites de vie » (Max Weber) ou leurs « styles » (Peter Brown). Non que ceux-ci constituent des invariants, des « traditions » intangibles qui confèreraient à ces sociétés leur « authenticité » et leur « incommensurabilité » et traceraient la ligne de démarcation entre l'autochtonie culturelle et l'extraversion politique, comme le suggérait Clifford Geertz en quelques pages trop normandes pour être entièrement convaincantes, quand il nous invitait à distinguer « les voix mêlées », celles « les plus reconnaissables du présent » et « celles, plus étranges mais non moins insistantes, du passé »⁵¹. Car ces rapports sociaux, ces styles n'ont cessé de se recomposer en réponse aux transformations de l'environnement extérieur, certes, mais peut-être dans une proportion moins grande que ne le prétendait le présumé dépendantiste, et autant en fonction de dynamiques historiques endogènes plus ou moins étrangères ou indifférentes aux interférences extérieures⁵². En effet, cher Sapeur, la globalisation, dans ses différents moments, colonial, développementaliste, néo-libéral, englobe bien, mais pas forcément tout ! Les sociétés ont gardé leur part d'irréductibilité, leurs petits villages gaulois, étant entendu que ceux-ci ne sont pas forcément territorialisés au fin fond des forêts ou dans les montagnes : Astérix peut aussi bien vivre en ville, voire être fonctionnaire de l'Empire. La démocratie se trouve de la sorte confrontée à la vie propre de répertoires politiques et moraux de long cours qui ne se déterminent pas nécessairement par rapport à elle et qui néanmoins l'imprègnent ou l'inspirent, tout comme la *parrhêsia* a poursuivi sa carrière philosophique bien après que l'Empire romain eut adopté le christianisme, puis se fut effondré.

Ainsi, en Afrique occidentale, les idées et les sentiments de dignité ou d'honneur ont traversé les siècles et connu de multiples avatars⁵³. Ils sont au cœur du compromis sur lequel s'est édifié l'Etat colonial, puis postcolonial : grosso modo, les esclaves se sont émancipés

⁵¹ Clifford Geertz, *The Interpretation of Cultures*, op. cit., pp. 340-341.

⁵² Cf par exemple Romain Bertrand, *Etat colonial, noblesse et nationalisme à Java*, op. cit.

⁵³ John Iliffe, *Honour in African History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

économiquement et politiquement, mais non socialement, et sous le couvert de la collaboration avec le colonisateur, puis du mouvement nationaliste, ils ont troqué la reconnaissance de leur dignité – celle d'une lutte politique et sociale de libération de leur condition – contre celle de leur respectabilité petite-bourgeoise, l'honorabilité du paysan partie prenante de l'« animation rurale » et du « développement », du salarié, du fonctionnaire, de l'homme politique coopté ou encore du *talebe* musulman soumis à l'autorité de son marabout⁵⁴. Autrement dit, aux exceptions guinéenne et dans une moindre mesure malienne près, la mémoire historique de l'esclavage, socialement omniprésente, a été politiquement refoulée, ou transférée dans le registre de la seule dénonciation nationaliste et unanimiste de l'Occident qui permet d'actualiser l'économie politique et morale de l'extraversion et de relégitimer la rente de la dépendance. Or, il est possible qu'aujourd'hui le multipartisme, et la réverbération au sud du Sahara des débats et du militantisme en France et en Amérique du Nord, conduisent à une politisation inédite de la question servile, ainsi que l'on peut déjà l'observer en Mauritanie ou, dans une moindre mesure, au Niger. Peut-être demain la problématique de la démocratie se chargera-t-elle d'un nouveau contenu, socialement et moralement explosif du fait de l'intimité dans laquelle vivent ses protagonistes : l'interpellation par les anciens captifs des descendants des familles esclavagistes qui commerçaient de pair avec les négociants européens, dans la sinistre *joint-venture* de la traite.

Dès lors le problème n'est vraiment plus d'identifier des recettes de la démocratie pour définir une ingénierie de la « transition » ou de la « démocratisation », puisque celle-là n'a ni causes ni origines. Tout au plus peut-on en narrer l'intrigue, ici et là, en bannissant tout récit linéaire et téléologique. Son vrai ressort dramatique est celui du paradoxe et du rapport de pratiques, d'institutions, d'idéologies non démocratiques à sa formation. Il est aussi cette tension créatrice, cette relation « dialogique » (Mikhaïl Bakhtine) entre l'imitation, l'appropriation et l'innovation, d'une part, et, de l'autre, le legs historique. Il participe bien de ce principe d'« actualisation » et de sa contingence historique. Comment, dans ces conditions, analyser de manière comparative les trajectoires contemporaines de la démocratie ? En tenant compte de l'« interaction mutuelle généralisée » que représente la globalisation et dans laquelle elles s'inscrivent. En dégagant les multiples imbrications de durées hétérogènes qui constituent leur historicité propre, et dont les « régimes d'historicité » chers à Marshall Sahlins, François Hartog, Gérard Lenclud et Marcel Detienne, i.e. les « manières

⁵⁴ Jean-François Bayart, « Les chemins de traverse de l'hégémonie coloniale en Afrique de l'Ouest francophone : anciens esclaves, anciens combattants, nouveaux musulmans », *Politique africaine*, 105, mars 2007, pp. 201-240.

d'être au temps », ne sont qu'une manifestation parmi d'autres⁵⁵. En cernant les parts respectives de la singularité de l'énonciation locale du politique et de son ancrage dans l'universalité du répertoire démocratique. En repérant les manières dont ces expériences historiques singulières de la démocratie irriguent et enrichissent son universalité par apports successifs. Enfin en n'omettant pas que la démocratie n'est peut-être qu'un moment contingent - en voie d'extinction nous dit Guy Hermet⁵⁶ - de l'histoire des sociétés et qu'elle n'est pas l'aune, la normativité du politique, tant s'en faut. Mais c'est précisément sa « rareté » (*raritas*) qui rend féconde son analyse comparative, pourvu que l'on ait de celle-ci une conception polyphonique et que l'on renonce à l'illusion impériale, mais provinciale, selon laquelle les Occidentaux seraient en la matière le « peuple valeur » définitif.

⁵⁵ François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003 ; Marcel Detienne, *Comparer l'incomparable*, *op. cit.*

⁵⁶ Guy Hermet, *L'Hiver de la démocratie, ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2007.